

Daniel Gluckstein – meeting 23 janvier 2016

Beaucoup d'orateurs avant moi ont dit des choses qu'on ne peut que partager contre l'état d'urgence. Certains ont indiqué réfléchir aux moyens de lutter contre le terrorisme et d'éviter que la jeunesse ne bascule. J'avoue n'avoir aucune compétence en la matière, mais je voudrais suggérer deux pistes de réflexion :

- le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes françaises, en Syrie, en Irak, au Mali, l'arrêt immédiat de toutes les frappes aériennes, et l'arrêt du soutien aux régimes qui financent, arment et fabriquent Daesh.

- puisque 41 milliards d'euros ont été offerts aux patrons au titre du « Pacte de responsabilité », que ces 41 milliards servent à créer un million d'emplois pour notre jeunesse dans la banlieue, et on la verra alors beaucoup moins perméable aux idéologies dans lesquelles on veut l'entraîner.

Bien sûr, il y a un problème, c'est ce gouvernement, qui reprend à son compte les armes de la réaction la plus extrême. Il est vrai que lorsque nous nous sommes retrouvés, petit noyau, pour lancer l'appel des 333, nous avons eu un sentiment de relatif isolement. Il y avait, c'est vrai, ces six députés qui ont voté courageusement contre ; mais il y avait aussi, à l'assemblée nationale, cette prise de position commune de Bartolone et de tous les chefs des groupes parlementaires — sans exception — qui appelaient à « l'union nationale ».

Les choses ont de toute évidence bougé, on l'a entendu cet après-midi, et tant mieux... « *à tout péché miséricorde* »... Mais posons les problèmes clairement : de qui exigeons-nous la levée de l'état d'urgence ? De ce gouvernement Hollande-Valls, le même qui, en quelques semaines, prétend prolonger l'état d'urgence, réformer la Constitution dans un sens encore plus autoritaire et anti-démocratique, le même qui s'apprête à voter une loi de démantèlement du Code du travail par ordonnance, grâce à l'article 38 de la Constitution anti-démocratique de la Ve République, le même qui emprisonne les camarades de Goodyear. C'est ce gouvernement qui doit être combattu si on veut que soit levé l'état d'urgence.

On ne peut que se féliciter de la large unité qui s'exprime ici pour la levée de l'état d'urgence, indépendamment des désaccords politiques qui peuvent exister, saluer le courage de Mamère, de Coronado, qui, isolés, n'ont pas hésité à voter contre, saluer aussi les prises de position des magistrats et des démocrates qui s'expriment ici.

Mais dans ce large front qui se constitue pour la levée de l'état d'urgence, le mouvement ouvrier a une responsabilité particulière. Cette responsabilité particulière tient au fait que la Ve République — fondée, comme le disait naguère Mitterrand (qui l'a oublié ensuite), comme un « *régime de coup d'État permanent* », anti-démocratique, corporatiste, bonapartiste — a toujours eu comme principal objectif, de frapper la classe ouvrière, démanteler ses droits et garanties, intégrer ses organisations dans l'appareil d'État. C'est ce que ce régime cherche à faire encore aujourd'hui contre le Code du travail et les droits ouvriers.

Pour les travailleurs, le combat pour la démocratie est un combat sans limitations. Son objectif immédiat, c'est la défense de toutes les garanties ouvrières et démocratiques menacées par un régime capitaliste moribond et la défense de toutes les libertés, sans restriction. Mais le mouvement ouvrier, historiquement, se fixe d'étendre la démocratie non seulement au champ politique, mais au champ économique et social, c'est-à-dire de l'établir par l'appropriation collective des moyens de production arrachés à la classe capitaliste.

Cela, c'est la position particulière, historique du mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas de l'imposer à tous ceux qui, de leur propre point de vue, s'engagent sincèrement dans le combat pour la liberté, pour la levée de l'état d'urgence. Mais il est important de souligner cette responsabilité.

J'ai surpris par hasard une conversation tout-à-l'heure en entrant entre deux participants à ce meeting. L'une disait à l'autre : « *C'est bien, il y a du monde, mais c'est râpé, ça passera à l'Assemblée.* » Eh bien non, camarades, ce n'est pas « râpé ». Quelqu'un a dit tout à l'heure : « *Si ça ne passe pas par en haut, à l'Assemblée, ça passera par le bas.* Oui. Ça passera par le bas. Ça passera par la mobilisation de millions et millions, par les grèves, par les manifestations sur des objectifs précis. Ça passera sur le combat dans l'unité sur des mots d'ordre clairs et sur un objectif clair : défaire ce gouvernement au service de la réaction et de l'Union européenne, le défaire sur chacun et tous ses plans.

Le défaire pour imposer la relance des camarades de Goodyear, le défaire pour préserver le Code du travail et les droits ouvriers, le défaire pour empêcher la réforme constitutionnelle. Et le défaire pour imposer la levée de l'état d'urgence.